

Arrêté préfectoral complémentaire

**portant changement d'exploitant au profit de la Société SENITA LOGISTICS de l'autorisation
à poursuivre l'exploitation d'un dépôt de produits agro-pharmaceutiques sise ZI des
Gaudières sur le territoire de la commune de Mettray (37790).**

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

SAIPP/BE n°21420

Vu :

- le code de l'environnement et notamment les articles L.516-1 ,R.516-1 et R.181-45 ;
- le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L.243-1 ;
- la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018 fixant les règles de calcul et les modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-2-I du code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n°18889 du 21 octobre 2010 autorisant la société DE SANGOSSE à poursuivre l'exploitation d'un dépôt de produits agro-pharmaceutiques ;
- l'arrêté préfectoral n° 19092 du 13 octobre 2011 modifiant la situation administrative des installations exploitées par la société DE SANGOSSE à Mettray ;
- l'arrêté préfectoral n° n°19544 du 6 septembre 2012 modifiant la situation administrative des installations exploitées par la société DE SANGOSSE à Mettray ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20096 du 25 mars 2015 modifiant la situation administrative des installations exploitées par la société DE SANGOSSE à Mettray ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n° 18889 du 21 octobre 2010 susvisé, autorisant la société DE SANGOSSE à poursuivre l'exploitation de ses installations situées ZI des Gaudières à METTRAY ;
- le courrier de déclaration de changement d'exploitant du 5 novembre 2024 adressé a la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- le rapport et les propositions en date du 03 février 2025 de l'inspection des installations classées ;
- le projet d'arrêté préfectoral porté le 30 avril 2025 à la connaissance du demandeur ;
- l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

1. Le 5 novembre 2024, la société SENITA LOGISTICS a transmis l'ensemble des documents et justificatifs prévus à l'article R.516-1 du code de l'environnement permettant d'autoriser le changement d'exploitant.

La déclaration de changement d'exploitant comporte notamment une attestation de constitution de garanties financières mutualisées conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018.

L'attestation de constitution de garanties financières mutualisées (acte de cautionnement solidaire) de la société SENITA LOGISTICS datée du 20 septembre 2024, porte sur un montant maximum de cautionnement de 1 000 000 € (1 million d'euros), pour un montant de garantie financière individuelle de 253 923 €, réévalué à l'indice TP01 de mai 2024 (deux cent cinquante trois mille neuf cent vingt trois euros).

Cet acte prend effet à compter du 1^{er} septembre 2024 et expire au 31 août 2027.

La société dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour exploiter ce dépôt de produits agro-pharmaceutiques et assumer l'ensemble des exigences susceptibles de découler du fonctionnement, de la cessation éventuelle de l'exploitation et de la remise en état du site au regard, des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

2. À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois à compter de la demande, le silence gardé par le préfet vaut refus de l'autorisation de changement d'exploitant, pour les installations figurant sur une liste prévue à l'article L.515-36. La société SENITA exploite des installations seveso seuil haut mentionnées à cet article.

Aux termes de l'article L.243-1 du code des relations entre le public et l'administration : « un acte réglementaire ou un acte non réglementaire non créateur de droits peut, pour tout motif et sans condition de délai, être modifié ou abrogé sous réserve, le cas échéant, de l'édiction de mesures transitoires dans les conditions prévues à l'article L. 221-6 ».

3. Il résulte des points 1. et 2. que la décision implicite de refus de changement d'exploitant au profit de la société SENITA LOGISTICS du 6 février 2025 est abrogée. Il convient d'autoriser le changement d'exploitant en actualisant les prescriptions relatives aux garanties financières, en raison de l'évolution des textes réglementaires visés par le chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2010.

La nature du contenu du présent arrêté ne nécessite pas de procéder aux consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32-1 ni de solliciter l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : DÉCISION

La décision implicite de refus, née le 6 février 2025, concernant la demande susvisée de changement d'exploitant de la société SENITA LOGISTICS, est abrogée.

ARTICLE 2 – CHANGEMENT D'EXPLOITANT

L'arrêté préfectoral n°18889 du 21 octobre 2010 modifié, autorisant la société DE SANGOSSE SAS à poursuivre l'exploitation d'un dépôt de produits agro-pharmaceutiques sur la commune de Mettray (37390) est transféré à la société SENITA LOGISTICS, dont le siège social est situé rue de Bonnel à Pont-du-Casse (47480), qui assumera dorénavant les droits et obligations attachés à cette autorisation.

La société SENITA LOGISTICS est tenue de respecter :

- les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 18889 du 21 octobre 2010 modifié susvisé ainsi que les autres actes préfectoraux susvisés pris postérieurement à cette autorisation ;
- les dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions du chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2010 susvisé, relatif aux garanties financières sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent article.

Article 3.1 : Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations suivantes :

- La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement,
- L'intervention en cas d'accident ou de pollution.

Article 3.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode de détermination présentée dans la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 253 923 € TTC , réévalué à l'indice TP01 de mai 2024.

Article 3.3 : Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues :

- par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

ou

- par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2018 fixant les règles de calcul et les modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-2-I du code de l'environnement.
-

Article 3.4 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 3.5 : Modification des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 3.6 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 3.7 : Appel des garanties financières

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

Article 3.8 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

ARTICLE 4 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 du présent arrêté ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 ORLÉANS :

1° Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire à l'adresse suivante :
Préfecture d'Indre-et-Loire
SAIPP/Bureau de l'environnement
15 rue Bernard Palissy
37925 TOURS CEDEX 9
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition Écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Direction Général de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 6 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Mettray (37) et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressée par les soins du maire.

Il sera également publié sur le site internet des services de l'État en Indre-et-Loire.


ARTICLE 7 : EXÉCUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et Monsieur le maire de Mettray, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SENITA LOGISTICS par lettre recommandée avec accusée de réception.

27 MAI 2025

Tours, le

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

A blue ink signature, appearing to be 'X. Luquet', is written over the text 'le secrétaire général,'.

Xavier LUQUET